

تصحيح الدورة الإستدراكية 2014

N.B :

- 3 points de la note sur 120 sont consacrés à la présentation soignée de la copie ;
- Evitez la double sanction dans la notation des réponses liées ;
- Acceptez toute réponse logique.

N°	DOSSIER 1	81,00 pts
1	a- Voir ANNEXE n°1.	6,00
	b- Voir ANNEXE n°2.	6,00
2	a- le régime du marché de la confiserie : Oligopole ; il se caractérise par la présence de quelques offreurs (une douzaine d'entreprises) face à plusieurs demandeurs.	0,75 0,75
	b- -l'offre : *elle émane d'une douzaine d'entreprises dont cinq dominent le marché ; *progression annuelle moyenne de chiffres d'affaires comprise entre 6% et 10% depuis 2007 ; * offre diversifiée ; *les ventes (chiffre d'affaires) atteignent 800 millions de dhs par an.	1,00
	-la demande : * La consommation marocaine de confiserie est estimée à 42 000 tonnes annuellement ; * 1,4 kg par habitant et par an ; *Une consommation faible mais qui progresse régulièrement en volume, beaucoup moins en valeur ; * Demande orientée vers des produits à bas prix ; * La demande atteint 800 millions de dhs par an.	1,00
	-le prix : * accessibles ; * varient entre 40 et 120 dhs le kilo.	1,00
	(Une seule caractéristique par composante)	
	c- Les facteurs ayant favorisé la compétitivité des entreprises sont : (deux facteurs suffisent : 0,75pt x 2 = 1,50) - la stabilité des prix du sucre ; - la diversification des produits ; - l'innovation.	1,50
3	a- 19,3% : Au Maroc, 19,3% de la population active âgée de 15 à 24 ans sont en chômage en 2013.	1,50
	b- Le taux de chômage chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans est passé de 18,6% en 2012 à 19,3% en 2013 alors que le taux de chômage national n'a augmenté que de 0,2 point. (Acceptez toute réponse logique)	3,00
4	a- 4,2% : C'est le taux de croissance prévisionnel de l'économie marocaine en 2014. (Acceptez toute réponse logique)	1,50

	b- b₁ : calcul du PIB en 2013 : Taux de variation $_{2014/2013} = ((\text{PIB}_{2014} - \text{PIB}_{2013}) / \text{PIB}_{2013}) \times 100$ $4,2 = ((911,7 - \text{PIB}_{2013}) / \text{PIB}_{2013}) \times 100$ $\text{PIB}_{2013} = 911,7 / 1,042 = \underline{874,95 \text{ milliards de dhs}}$ b₂ : calcul de l'épargne nationale brute en 2014: $\text{ENB}_{2014} = \text{RNBD}_{2014} - \text{CFN}_{2014}$ $= 965,2 - 743,6 = \underline{221,6 \text{ milliards de dhs}}$	0,50
		1,00
	c- Le RNBD enregistre une évolution annuelle haussière, mais irrégulière. Cette irrégularité s'explique principalement par les fluctuations des revenus et transferts nets de l'extérieur. <u>Ou</u> : Le RNBD enregistre une évolution annuelle haussière, mais irrégulière. Cette irrégularité s'explique par les fluctuations des revenus et transferts nets de l'extérieur et du PIB. <u>Ou</u> : Le RNBD enregistre une évolution annuelle haussière, mais irrégulière. Cette irrégularité s'explique par les fluctuations du PIB. <i>(Acceptez toute formulation logique)</i>	3,00
5	a- Une dépense ordinaire : la masse salariale ; les dépenses de compensation. <i>(Un élément de réponse suffit)</i>	1,50
	b- Les caractéristiques des finances publiques au Maroc sont : (1,00 x 3 = 3pts) - Déficit budgétaire ; - l'importance de la masse salariale ; - l'augmentation de la dépense compensation ; - La faiblesse des dépenses d'investissement par rapport à celles de fonctionnement ; - la baisse des impôts ; - L'augmentation de la dette publique. <i>(Trois caractéristiques suffisent)</i>	3,00
	c- A cause de la faiblesse de l'appareil productif marocain, l'augmentation de la demande intérieure suite à une politique de relance a profité plus aux importations qu'à la production nationale. Ce qui a aggravé le déficit commercial. <i>(Acceptez toute réponse logique)</i>	3,00
	d- La contrainte extérieure.	1,50
6	a- - 7,3% : Au Maroc, le déficit budgétaire représente 7,3% du PIB en 2012. <i>(Acceptez toute réponse logique)</i>	1,50
	b- * Calcul de l'indice d'évolution des dépenses d'investissement en 2014/2013 Indice = (des dépenses d'investissement en 2014 / des dépenses d'investissement en 2013) * 100 $= (49,5 / 58,9) * 100 = 84,04$ *Lecture : on a : $84,04 - 100 = - 15,96\%$, donc, des dépenses d'investissement prévues enregistreraient une baisse de 15,96% en 2014/2013.	0,50 0,50
	c- *Nature de la politique budgétaire au Maroc: Politique de rigueur ; * (Trois éléments justificatifs suffisent) (0,50 x 3 = 1,50 pts) : ➤ Baisse des dépenses d'investissement de 58,9 à 49,5 milliards de dhs (ou de 15,96%); ➤ Baisse des dépenses de compensation à 35 milliards de dhs ; ➤ La hausse des taxes et impôts à travers notamment l'imposition de l'agriculture et la révision à la hausse du taux de la TVA pour certains biens et services ; ➤ L'objectif de la maîtrise du déficit budgétaire pour le ramener à 4,9% du PIB en 2014 au lieu de 7,3% en 2012.	0,50
		1,50

	d- détermination de l'équation de la droite d'ajustement $y = ax + b$ Coefficient a : $a = (\sum x_i y_i - N \bar{x} \bar{y}) / (\sum x_i^2 - N \bar{x}^2)$ $a = (-132,01) - (5 \times 4,56 \times (-5,14)) / 119,06 - (5 \times (4,56^2))$ $a = -14,818/15,092$ a = - 0,98 $b = \bar{y} - a \bar{x} = -5,14 - ((-0,98) \times 4,56)$ b = - 0,67 y = - 0,98 x - 0,67	0,50
		1,00
		0,50
		1,00
		1,50
	e- Si les dépenses de compensation sont de 2% du PIB ; le solde budgétaire serait de : $y = (-0,98 \times 2) - 0,67$ y = - 2,63% du PIB	1,50
7	a- a.1 Un objectif intermédiaire de la politique monétaire : contrôler la masse monétaire (ou réduire la sous-liquidité ou injecter la liquidité) a.2 Un objectif final de la politique monétaire : relancer la croissance économique.	1,50
	b- La décélération des avoirs extérieurs nets engendre une baisse de la création monétaire ce qui affaiblit la liquidité des banques. <i>(Acceptez toute formulation logique)</i>	1,50
	c- La sous liquidité des banques entraîne le durcissement des conditions de crédit et l'augmentation des taux d'intérêt. Cette situation risque de freiner la distribution des crédits ce qui peut décourager l'investissement et la consommation et par conséquent ralentir la croissance économique. <i>(Acceptez toute formulation logique)</i>	3,00
		3,00

8	Question de synthèse : Introduction : Dans une conjoncture économique marquée par l'aggravation du déficit budgétaire atteignant 7,3% en 2012 et la montée de la dette publique, l'Etat marocain, dans le cadre de la loi des finances 2014, a opté pour une politique budgétaire de rigueur. Quel sera l'impact de cette politique sur l'économie marocaine ? Afin de traiter cette question, nous présenterons dans un premier point les causes du choix de cette politique et ses actions, avant de préciser ses effets sur l'économie marocaine.	4,50
	I. Raisons du choix de la politique de rigueur et les actions entreprises : (trois causes suffisent 1,5 pt x 3) (trois actions suffisent : 1,5 pt x 3) Jusqu'à 2012, le Maroc a opté pour une politique budgétaire de relance, à travers <u>l'augmentation des dépenses publiques notamment du personnel, de compensation et d'investissement</u> ainsi que <u>la baisse progressive des taux d'impôt essentiellement direct</u> afin de relancer la demande intérieure et partant favoriser la croissance économique. Cette politique a engendré une augmentation des charges de fonctionnement, un taux de couverture des dépenses par les recettes de plus en plus faible et <u>un déficit budgétaire de plus en plus grave atteignant 7,3% du PIB en 2012.</u> Cela a entraîné <u>une montée de la dette publique qui est passé de 47,1% en 2009 à 59,6% du PIB en 2012.</u>	4,50
	Pour atténuer le déficit budgétaire et le poids de la dette publique, l'Etat a prévu dans le cadre de la loi de finances 2014 de <u>réduire les dépenses publiques surtout d'investissement</u> et <u>de compensation</u> qui sont fixés respectivement à 47,5 et 35 milliards de DH. De même, il a mis en place de nouvelles taxes et impôts telles que <u>l'imposition du secteur agricole, la nouvelle taxation sur les achats des voitures de luxe</u> et aussi <u>l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée pour certains produits...</u>	4,50
	II. Impacts de cette politique sur l'économie marocaine : (trois impacts positifs et trois impacts négatifs suffisent : 0,75 x 6) Cette politique permettra à l'Etat de <u>maitriser ses dépenses, contrôler ses dettes</u> et <u>réduire le déficit budgétaire</u> et par conséquent, <u>limiter les risques des effets boule de neige</u> et <u>d'éviction</u> ainsi que <u>la contrainte extérieure.</u> Toutefois, la baisse des dépenses d'investissement risque de <u>compromettre les objectifs des grands chantiers</u> de développement déjà amorcés, aussi, la baisse des dépenses de compensation conjuguée à la hausse de certains impôts à la consommation peuvent <u>détériorer le pouvoir d'achat des consommateurs</u> et <u>générer des tensions inflationnistes</u>, de même, <u>l'imposition du secteur agricole risque de le pénaliser</u>, tout ceci aura des <u>effets négatifs sur la consommation, l'investissement, la croissance économique</u> et <u>l'emploi.</u>	4,50
	Conclusion : Le souci de l'Etat marocain ne doit pas se limiter à la maitrise des équilibres des comptes publics au détriment de la croissance et de l'emploi.	3,00

N°	DOSSIER 2	36,00 pts
9	a- Les faiblesses des exportations marocaines : (Deux faiblesses suffisent : 1,50 x 2 = 3pts) - Une offre exportable faiblement compétitive ; - Une offre exportable peu diversifiée ; - Les exportations de produits de faible valeur ajoutée ; - Les exportations à faible contenu technologique.	3,00
	b- Calcul du solde des invisibles pour 2012 : Le solde des invisibles = solde du compte courant - solde commercial = -80,6 + 173 = +92,4 milliards de dhs	0,50 1,00
	c- +24,8% : Au Maroc, le déficit du compte courant a augmenté de 24,8% en 2012 par rapport à 2011. <i>(Acceptez toute réponse logique)</i>	3,00
	d- L'évolution du déficit du compte courant s'explique par : (trois causes suffisent : 1,50 x 2 = 3 pts) • Le creusement du déficit commercial ; • La baisse des revenus extérieurs nets ; • La baisse des recettes de voyages ; • La baisse des transferts des MRE ; • La baisse des transferts nets extérieurs sous l'effet de la crise.	3,00
	e- La dévaluation permet de rendre les produits exportés plus compétitifs sur le marché extérieur grâce à la baisse de leur prix. Par contre, elle entraîne le renchérissement des importations ce qui pourrait stimuler les exportations et décourager les importations et partant rééquilibrer la balance commerciale.	3,00
	f- Impact de la dévaluation sur le budget de l'Etat : (un effet suffit) • Alourdissement du service de la dette publique extérieure et donc augmentation des dépenses publiques. • Eventuellement ; une augmentation des droits de douane sous l'effet de la hausse des prix des importations.	3,00
10	a- manifestation de la mondialisation : les investissements directs étrangers ; <u>Ou :</u> la conquête de marché international.	3,00
	b- b₁ - Avantages de la mondialisation pour les Etats Unis : (deux avantages suffisent : 1,50 x 2 = 3 pts) - Le placement des capitaux des entreprises américaines dans des pays à faible coût de production ; - L'entrée de capitaux sous forme d'investissement étranger ce qui est source de création d'emploi, de richesse, de recettes fiscales ; - Les firmes américaines sont également les plus grands exportateurs mondiaux.	3,00
	b₂- Il s'agit de la stratégie de l'intégration régionale.	3,00
11	a- Les pays sous-développés exportent des produits de faible valeur ajoutée, à faible contenu technologique et à des prix faibles. Par contre, ils importent des produits de forte valeur ajoutée, de haute technologie et à des prix élevés en provenance des pays riches. Cela engendre une détérioration des termes de l'échange des pays sous-développés au profit des pays riches. <i>(Acceptez toute réponse logique)</i>	4,50
	b- Voir ANNEXE n° 3.	6,00

3 points de la note sur 120 sont consacrés à la présentation soignée de la copie.

ANNEXES

ANNEXE N°1 : 6,00 pts (1,50 x 4 = 6 pts)

N°	Expressions	Vrai	Faux
1	Le coût marginal désigne le coût additionnel de la dernière unité produite par l'entreprise.		
2	Les avoirs extérieurs nets sont une composante de la masse monétaire.		Faux
3	Les termes de l'échange permettent de mesurer le taux de couverture des importations par les exportations.		Faux
4	L'indice des prix à la consommation (IPC) est un indicateur économique de mesure du développement.		Faux

ANNEXE N° 2 : 6,00 pts (1,50 x 4 = 6 pts)

PROPOSITIONS
1- La fluidité sur un marché de concurrence pure et parfaite désigne : ☐ L'absence des barrières à l'entrée et à la sortie du marché.
2- L'inflation est d'origine monétaire quand : ☐ L'augmentation de la masse monétaire est plus rapide que celle du PIB.
3- L'effet d'éviction désigne : ☐ Le manque de sources de financement pour le secteur privé du fait de l'orientation de l'épargne nationale vers le financement des besoins de l'Etat ;
4- Une entreprise disposant du monopole sur son marché maximise son profit global quand : ☐ Le profit marginal est égal à zéro.

ANNEXE n°3 : 6 pts (1,00 x 6 = 6 pts)

Théorie explicative du Sous-développement	Justification	Auteur
- L'approche de François Perroux (ou Théorie de facteurs de blocage de la croissance) (1pt)	Les économies des pays sous développés se caractérisent par le dualisme entre un secteur moderne et un autre traditionnel qui bloque la croissance économique. (1pt)	François Perroux (1pt)
- Théorie de l'échange inégal (1pt)	Les PSD exportent des produits de faible valeur ajoutée et importent des produits de forte valeur ajoutés à des prix élevés ce qui entraîne une détérioration des termes de l'échange et une paupérisation des PSD. (1pt)	A. EMMANUEL (1pt)